

31/01/2006



Fédération
Syndicale
Unitaire 91

NON AU DYNAMITAGE DU SERVICE PUBLIC D'EDUCATION.

De la loi sur la décentralisation en 2003 jusqu'à la nouvelle politique sur les ZEP, en passant par la loi Fillon, les syndicats de la FSU constatent la destruction, pan après pan, du service public d'éducation

Pour cela, le gouvernement déploie une nouvelle philosophie et de nouveaux modes opératoires pour notre éducation nationale.

Pour ce gouvernement, puisque la « démocratisation » de notre système éducatif est en panne, il faut y renoncer. Puisque la Nation et l'Etat ne veulent pas se donner les moyens de transmettre à tous les élèves la meilleure éducation, restreignons nos objectifs, diminuons nos ambitions. Aux élèves des milieux favorisés et à une élite méritante et réduite, issue des banlieues : les « meilleures » écoles, les « meilleurs » établissements. A tous les autres, l'obligation scolaire réduite à 14 ans, les emplois précaires et sous payés, la crise du logement etc.... Cet objectif sera parfaitement atteint en abandonnant la territorialisation de la lutte contre l'échec scolaire au profit de « l'individualisation », de la « culpabilisation » des familles, voire de l'externalisation de cette lutte vers le secteur privé...

Peut-on accepter un tel projet pour une Démocratie du nouveau millénaire ? NON.

Et pourtant, ce gouvernement a décidé de la mettre en place envers et contre tous, avec comme résultat, la régression sociale et éducative. Tout d'abord, il s'est attaqué de manière radicale au budget de notre Education nationale, en ne compensant pas les départs en retraite de nos personnels, en réduisant les postes au concours, en licenciant à tour de bras, en multipliant les emplois précaires pour les étudiants.

Mais cela ne suffisait pas. Le redéploiement des moyens devient généralisé. Dans notre département, peut-on encore parler de simple redéploiement ? La décrue démographique sert de prétexte à la dévitalisation de notre Ecole. En effet, pour la rentrée 2006, les établissements ZEP/REP perdent en moyenne 2 heures par élève en moins ; hors ZEP/REP plus de 4 heures par élève en moins.

Et que dire des SEGPA dont le taux d'encadrement diminuera de 20% si l'on compare ce qui est prévu à la rentrée 2006 à ce qui existe ?

Et que dire pour l'éducation prioritaire ? Vous allez sans doute nous annoncer que vous n'avez aucune information sur leur avenir. Tout se décide-t-il vraiment dans le secret du cabinet du ministre Robien ?

Pendant ce temps l'inquiétude monte dans ces établissements.

Enfin, le socle commun de connaissances, prévu par la Loi Fillon, qui se limite au « lire, compter, cliquer », a déjà un début d'application avec la suppression d'une ½ heure en 5^e et en 4^e. Alors même que le rapport de l'inspection générale pour notre académie des mauvais résultats à la sortie du collège, pensez-vous que cette mesure aille dans le bon sens ?

Peut-on encore accepter d'une Nation qui se dit moderne et progressiste puisse faire des économies sur le dos de sa jeunesse, de son avenir, de sa survie en tant que Démocratie ? NON.

Les syndicats de la FSU s'opposeront de toute leur force contre cette politique et voteront donc contre cette répartition. Ils appellent l'ensemble des personnels, des usagers de l'EN à mener le combat collectivement face à ce dynamitage du service public d'éducation. Ils les appellent à les rejoindre dans le collectif de défense des services publics, avec les syndicats, les associations et les élus et à s'engager massivement dans la grève du 2 février.